



Déclaration préalable au CTSD du lundi 25 janvier 2015

Nous souhaitons tout d'abord faire une remarque formelle mais pas anodine. Nous regrettons de ne pas avoir été entendus, malgré des demandes répétées notamment l'an passé, sur la tenue d'un groupe de travail en amont des CTSD. Le vote unanime contre la répartition de la dotation académique des postes dans le premier degré lors du CTA de vendredi dernier, nous permet de nous retrouver aujourd'hui pour un groupe de travail en amont du CTSD de la semaine prochaine. Nous nous en réjouissons.

Sur le fond, pour le premier degré, nous nous réjouissons de la création de postes de RASED : 3 c'est déjà un début même si cela ne rattrape pas la casse opérée ces 7 dernières années. Il semblerait que nos demandes incessantes, encore dernièrement au CDEN de novembre, aient enfin été entendues. Nous savons et nous l'avons maintes fois redit : ces besoins sont criants. Nos collègues salueront leur création. Le choix de l'option G sur 2 de ces postes nous paraît également judicieux pour avoir des réseaux complets et donc plus efficaces.

Nous nous réjouissons également de la création de poste de Plus de Maîtres que de Classes, leviers pour la réussite de tous nos élèves. Il y a malheureusement des écoles qui ne pourront pas en bénéficier encore cette année, alors que pour nous, elles en ont besoin.

Enfin, la création de 8 postes de remplaçants est bienvenue. Nous pouvons espérer une relance de la formation continue et une réelle continuité du service public d'éducation, y compris dans les grosses écoles. En souhaitant que ces huit postes ne soient pas neutralisés dès la rentrée pour des remplacements à l'année.

Pour autant, il manque un levier dans les choix politiques de cette carte scolaire. Les élèves d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. Nos petits élèves subissent les effets d'une crise économique et sociale qui les fragilisent. De plus, la loi sur l'inclusion qui ne s'accompagne pas toujours de moyens d'aide efficaces, vient accentuer cet état de fait. Dans ces conditions, nous devons redire ici tout notre attachement à des effectifs réduits dans nos classes, gage de la réussite de tous nos élèves.

La remontée des seuils d'année en année nous paraît donc antinomique quand le gouvernement donne la priorité au primaire. La prochaine étape devra donc être la baisse des seuils pour toutes les écoles. Les 7900 postes manquant pour atteindre les 60000 postes promis sont donc un réel besoin pour le primaire !

En ce qui concerne les Collèges, les enseignants, depuis le mois de mai 2015, sont engagés dans une lutte contre la réforme « collège2016 » par de nombreuses actions dans les établissements alternant avec des journées nationales d'action : grèves nationales, manifestation nationale à Paris...

Devant le refus de la ministre de les entendre et de recevoir l'intersyndicale, devant la fuite en avant de l'administration qui impose des formations souvent vides de contenus et qui ne font que mettre en lumière l'indigence de la réflexion ministérielle sur les possibilités de changement au collège, devant les informations qui commencent à arriver sur les conséquences dans les établissements d'une mise en œuvre de cette réforme (diminution des dotations, diminutions de l'horaire élève, suppression de postes ou multiplication de compléments de service dans un autre établissement...), la FSU, avec ses syndicats dont le SNES et avec l'intersyndicale du second degré, appelle tous les personnels du second degré à la grève mardi 26 janvier 2016.

Sur ce sujet, comme sur bien d'autres, la Ministre refuse de nous entendre, préfère les annonces médiatiques à la réflexion pédagogique et ment constamment sur la réalité des moyens dans les collèges pour la rentrée 2016.

Le CTSD du Territoire de Belfort, réuni aujourd'hui, le prouve une nouvelle fois. Nous n'avons pas les moyens de travailler correctement. Entasser les élèves dans les classes n'est vraiment pas une solution. Dans le 90, c'est 6 classes de moins (dont 2 en Rep plus) pour 27 élèves de plus dans l'enseignement public. Voilà la réalité du terrain, merci Mme la Ministre. A quoi bon discuter devant un tel constat ? Manifestement nous n'avons pas les mêmes objectifs.

D'un côté un pouvoir politique qui ne pense qu'à l'entreprise qui reste dans une logique comptable et une administration aux ordres. De l'autre des enseignants qui cherchent à améliorer quotidiennement les conditions de travail de l'ensemble des personnels pour la réussite de tous les élèves.

Nous espérons que cette grève fera reculer le gouvernement sur ce projet « collège2016 » et nous exigeons une autre réforme qui respecte nos métiers, les besoins de formation des jeunes et toutes les disciplines enseignées aujourd'hui au collège.